

DECLARATION DES REGIONS SUR LEUR PARTICIPATION A LA GOUVERNANCE DE LA MONDIALISATION

Marseille, 7 mars 2007

Nous soussignés, Présidents de Régions, de réseaux géographiques, thématiques ou culturels de Régions de tous les continents;

Dans le respect et la volonté de promotion des droits de l'homme, de la démocratie, ainsi que des valeurs liées à la pluralité culturelle multiethnique;

Avec la volonté, en tant qu'échelons infra-étatiques, de participer activement à la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement adoptés dans le cadre de la réforme de l'Organisation des Nations-Unies;

1. CONSIDERANT:

Une mondialisation qui bouleverse les données économiques, sociales et environnementales:

- L'interaction toujours plus intense des tissus économiques et sociaux de l'ensemble de la planète;
- Une mondialisation inéquitable avec un fort impact négatif pour les Régions exclues du phénomène;
- Le nombre croissant de décisions publiques et privées affectant la vie quotidienne et l'avenir de nos populations, prises à des échelons continentaux, intercontinentaux et mondiaux;
- Les bienfaits que nos Régions peuvent retirer d'un monde en voie d'unification ;
- Les risques de replis identitaires de tous ordres auxquels conduirait une mondialisation dépourvue d'exigences humaines et sociétales;
- L'impact des activités humaines sur les équilibres écologiques.

Des défis à relever de manière urgente:

- L'absence de gouvernance mondiale prenant en compte les dynamiques technologique, économique, environnementale et humaine;
- Les conséquences de la pauvreté dans les Régions périphériques qui font obstacle au développement local et ont pour résultat l'extrême vulnérabilité du tissu social. Il convient de moderniser et/ou créer des institutions afin d'impulser de manière cohérente le développement social durable;
- L'absence d'association de tous les échelons publics à cette gouvernance mondiale;
- Le besoin de reconnaître le caractère unique des cultures indigènes;
- L'exigence d'équité des chances de développement de tous les territoires;
- La protection du patrimoine naturel de la planète et, en particulier, de la qualité de l'air, des forêts, des mers, des cours d'eau et des océans;
- Les menaces représentées par le changement climatique en cours;
- L'adoption d'un modèle basé sur les principes du développement durable.

Une nouvelle gouvernance à instaurer avec les échelons infra-étatiques:

- Le devoir des autorités régionales d'accompagner leurs populations et leurs forces vives, économiques et sociales, dans le développement des échanges;
- Leur devoir, également, de faire entendre leur voix auprès des instances en charge d'une mondialisation pacifique, juste et épanouissante pour tous;
- Le rôle croissant des échelons publics régionaux au sein de chaque Etat comme dans les regroupements transnationaux, afin de rapprocher les citoyens des centres de décision ;
- Les initiatives déjà lancées en faveur du renforcement du dialogue entre les autorités régionales de tous les continents.

2. DECIDENT de lancer les démarches préparatoires à la création d'un FORUM DE RESEAUX DE REGIONS DU MONDE

Ce Forum poursuivra les buts suivants:

Faire entendre la voix des Régions dans la mondialisation:

- Regrouper les Régions du monde en vue d'identifier leurs préoccupations et leurs propositions communes dans le cadre de la mondialisation;
- Exprimer et diffuser ces préoccupations et ces propositions auprès des Parlements et des Gouvernements des Etats, des institutions et instances internationales dans le cadre de la construction d'une gouvernance mondiale;
- Faciliter la représentation des Régions dans toutes les organisations dont les décisions ont une influence directe sur la qualité de vie de leurs populations;
- Promouvoir l'échelon régional comme autorité stratégique de proximité au service du développement;
- Assurer la coopération des Régions avec les autres échelons d'autorités infra-étatiques, en particulier les Villes et les pouvoirs locaux.

Organiser de nouvelles règles de gouvernance stratégique incluant les échelons infra-étatiques:

- Faciliter la participation des Régions à la mise en place de dispositifs innovants de gouvernance, et compris via la participation à la formation de clusters régionaux, associant toutes les parties prenantes à la préparation et à la mise en œuvre des politiques qui auront un impact territorial;
- Soutenir le développement humain et le capital social, au travers de politiques publiques de soutien à l'éducation, la santé, l'infrastructure sociale et l'habitat;
- Impliquer les tissus économiques et sociaux régionaux dans une mondialisation où chacun soit gagnant;
- Reconnaître et soutenir les cultures uniques et les modes de vie traditionnels des peuples indigènes;

- Favoriser les regroupements transnationaux de Régions;
- Stimuler les relations de bons voisinages entre Régions frontalières;
- Soutenir les coopérations des Régions avec les institutions continentales et mondiales, en particulier les Agences des Nations Unies.

Travailler entre Régions pour:

- Susciter et valoriser dans les politiques régionales, la compétitivité et le partage de la croissance comme facteurs de cohésion sociale et territoriale;
- Assumer le principe de prendre pleinement en compte les effets du développement sur l'environnement, en se basant sur les principes du développement durable;
- Encourager les gouvernements nationaux à incorporer et intégrer le projet régional au sein de leur ordre du jour;
- Soutenir les politiques nationales de renforcement de l'échelon régional, en particulier par la préparation et l'adoption d'une Charte sur la place des Régions dans les systèmes publics de gouvernance;
- Stimuler entre les organisations de Régions la pratique de la para diplomatie entre les Régions du monde à travers les relations et la coopération internationales réalisées par les territoires infra-étatiques avec le soutien entier des gouvernements nationaux;
- Assurer la solidarité entre Régions riches et pauvres;
- Contribuer au transfert de savoir-faire et de bonnes pratiques entre les Régions;
- Promouvoir le développement durable dans sa triple dimension: néconomique, sociale et environnementale;
- Soutenir les réseaux existants dans leurs domaines d'expertise et reconnaître que le réseau nrg4SD représentera le Forum pour les thèmes du développement durable et le réseau IT4ALL pour la Société de l'Information.

Les présents signataires constituent le Bureau Provisoire du Forum en charge de proposer les statuts et les modalités de fonctionnement d'une future Organisation des Régions du Monde.

Le Président par intérim est le Président de la CRPM, Président de la Région Toscane, M. Claudio Martini jusqu'à ce que la première réunion du Bureau provisoire entérine cette décision.

La CRPM assume le rôle de coordinateur, facilitateur de ce processus préparatoire et prend en charge le secrétariat intérimaire.

Les présents fondateurs donnent rendez-vous à toutes les Régions du Monde pour une nouvelle réunion du Forum à Tanger-Tétouan (Maroc) au printemps 2008 et à l'occasion du deuxième Sommet des Gouvernements Régionaux pour le Développement Durable qui se tiendra à Saint-Malo (France) en septembre 2008.

A Marseille, le 7 mars 2007

M. Thierry Cornillet, Député européen, conseiller régional Rhône-Alpes (France),
Président de l'AIRF (Association Internationale des Régions Francophones)

M. François Maïtia, Vice Président de la Région Aquitaine (France), Vice Président de
l'ARFE (Association des Régions Frontalières Européennes)

M. Claudio Martini, Président de la Région Toscane (Italie) et Président de la CRPM
(Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe)

M. Juan José Ibarretxe, Lehendakari de Euskadi, Président du Pays Basque (Espagne),
Président d'IT4ALL (Réseau des Autorités locales pour la Société de l'Information) représenté
par José María Muñoa, Délégué du Lehendakari pour les Relations Extérieures

Mme Tasneem Essop, Minister for Environment, Planning and Economic Development,
Provincial Government, Western Cape (Afrique du Sud), Co-présidente de nrg4SD (Réseau des
Gouvernements régionaux pour le Développement Durable)

M. Juan Carlos Romero, Gobernador de la Provincia de Salta (Argentine) et M. Roy
Abelardo Nikisch, Gobernador de la Provincia de Chaco (Argentine), Représentants du Norte
Grande,

Mme Priscilla Post Wohl, Présidente du Northern Forum et M. Sergey Kuchin, Vice-
Gouverneur de la Khanty-Mansiysk Autonomous Region, Northern Forum Chairing Region
(Russie)

M. Oscar de los Santos, Gobernador del Departamento de Maldonado (Uruguay), Vice-

Presidente de OLAGI (Organizació Latinoamericana de Gobiernos Intermedios) représenté par M. Enrique Pérez Morad, Secretario General, Departamento de Maldonado

M. Juan Carlos Romero, Gobernador de la Provincia de Salta (Argentina), représentants du ZICOSUR (Zona de Integración del Centro Oeste de América del Sur) et M. Luis Alberto Soliz, Departamento de Santa Cruz, (Bolivia), Secretario Pro-Tempore, ZICOSUR

M. Alberto Jardim, Président du Gouvernement Autonome de Madère (Portugal), Président de la Conférence des Présidents de Régions ultrapériphériques de l'Union européenne représenté par M. Victorin Lurel, Président de la Région Guadeloupe (France)

M. Michel Vauzelle, Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (France), Président de la Commission Interméditerranéenne de la CRPM, Région organisatrice de la première « Convention internationale pour une approche territoriale du développement ».

M. Abdelhadi Benallal, Président de la région Tanger-Tétouan (Maroc), Région organisatrice de la deuxième « Rencontre du Forum des Réseaux de Régions du Monde » ».

M. Jean-Yves Le Drian, Président de la région Bretagne (France), Région organisatrice de la troisième « Rencontre du Forum des Réseaux de Régions du Monde » »